

Le Conseil d'administration du FMI achève la première revue de la FRPC en faveur de Djibouti et approuve un décaissement de 2,3 millions de dollars EU

17 juin 2009

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé le 17 juin 2009 la première revue de l'accord triennal au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) en faveur de Djibouti (voir Communiqué de presse n° 08/211). L'achèvement de la revue permet un décaissement immédiat de 1,476 million de DTS (environ 2,3 millions de dollars EU), ce qui porte le total du montant décaissé au titre du programme à 5,34 millions de DTS (8,2 millions de dollars EU).

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé le 17 juin 2009 la première revue de l'accord triennal au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) en faveur de Djibouti (voir Communiqué de presse n° 08/211). L'achèvement de la revue permet un décaissement immédiat de 1,476 million de DTS (environ 2,3 millions de dollars EU), ce qui porte le total du montant décaissé au titre du programme à 5,34 millions de DTS (8,2 millions de dollars EU).

Le Conseil a aussi approuvé la demande faite par les autorités de quatre dérogations pour non-observation et modification de critères de réalisation. Les dérogations ont été approuvées car le manquement était mineur (concernant le retard de la soumission de la loi sur la TVA), temporaire (s'agissant de l'accumulation d'arriérés extérieurs) et des mesures correctrices ont été prises. Celles-ci incluent la mise en place d'un compte unique du Trésor et le renforcement des procédures administratives pour éviter l'accumulation de nouveaux arriérés envers les fournisseurs intérieurs publics et privés (pour l'accumulation d'arriérés intérieurs) ainsi que des mesures préventives pour réduire la vulnérabilité de l'offre d'électricité, notamment en renforçant la position financière de la société d'électricité par le biais de la réduction des arriérés de l'État.

À la suite de la discussion du Conseil d'administration, M. Murillo Portugal, Directeur général adjoint et Président par intérim, a déclaré :

« La mise en œuvre des principales mesures monétaires et budgétaires envisagées par le programme appuyé par la FRPC a aidé Djibouti à soutenir une croissance économique élevée et à ramener l'inflation à moins de 10 %. Il demeure que la mise en œuvre du programme a été entravée, entre autres, par les lacunes de la capacité administrative que les autorités veulent combler, ce qu'elles considèrent comme une priorité majeure ».

« Il sera crucial de ne pas s'écarter des politiques macroéconomiques à moyen terme prévues par le programme. Il est notamment important de continuer sur la voie du rééquilibrage budgétaire. Des mesures de recettes et de dépenses additionnelles sont mises en œuvre en 2009 pour renforcer la viabilité du budget et de la dette de Djibouti. L'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée, l'élargissement de l'impôt sur le revenu, la suspension des exonérations de patentes pour les investissements directs étrangers et un accroissement des recettes non fiscales lié

au rétablissement des redevances sur le pétrole importé contribueront à doper les recettes du pays ».

« Les principales mesures de dépenses — le gel des salaires et du recrutement de la fonction publique, à l'exception des secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que le contrôle plus strict des dépenses courantes non essentielles — sont nécessaires pour mener à bien le rééquilibrage des finances publiques tout en permettant un relèvement des dépenses de réduction de la pauvreté. Aucun effort ne doit être épargné pour améliorer les conditions de financement du pays, notamment en concluant des accords bilatéraux avec les créanciers du Club de Paris et hors Club de Paris, en recherchant une assistance hautement concessionnelle et en renforçant les pratiques actuelles de gestion de la dette ».

« L'assistance technique du FMI permettra de consolider davantage la stabilité financière. La banque centrale entend mettre à niveau sa supervision bancaire et sa capacité de prévention des crises. Il sera aussi crucial d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles pour abaisser les coûts de production, renforcer les services publics et améliorer le climat des investissements afin de rehausser la compétitivité de Djibouti et de réduire les vulnérabilités extérieures » a déclaré M. Portugal.